



# COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

COMITÉ MINISTÉRIEL CONJOINT  
DES  
CONSEILS DES GOUVERNEURS DE LA BANQUE ET DU FONDS  
SUR LE  
TRANSFERT DE RESSOURCES RÉELLES AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT



1818 H Street, N.W., Washington, D.C. 20433

Téléphone : (202) 458-2980

Fax : (202) 522-1618

Washington DC, le 12 octobre 2008

## COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

### Sommaire

Le Comité du développement s'est réuni aujourd'hui 12 octobre 2008 à Washington.

Notre réunion s'est tenue à un moment critique pour l'économie mondiale, alors que les marchés financiers sont secoués par une tempête sans précédent. Les pays en développement et en transition — dont beaucoup sont déjà frappés de plein fouet par les prix élevés des combustibles et des aliments de base — pourraient voir les efforts qu'ils déploient pour améliorer les conditions de vie de leur population sérieusement compromis par un resserrement prolongé du crédit ou un ralentissement persistant de l'économie mondiale. Les groupes les plus pauvres et les plus vulnérables pourraient être les plus lourdement pénalisés — dans certains cas de façon irréversible.

Dans ce contexte, nous approuvons les engagements pris hier par le Comité monétaire et financier international.

Nous insistons sur le fait que les volumes d'APD doivent correspondre aux engagements pris, et nous demandons aux États membres d'honorer pleinement ces derniers.

À l'appui de cette action concertée, nous appelons la Banque mondiale à se joindre au FMI pour aider les pays en développement et en transition à conforter leur économie, à poursuivre leur croissance et à protéger les groupes de populations les plus vulnérables contre les effets des crises actuelles, en utilisant toute la gamme de leurs ressources financières et analytiques et en leur fournissant des conseils.

Le Groupe de la Banque mondiale est prêt à aider ses pays partenaires :

- La Banque a récemment annoncé la création d'un mécanisme de financement rapide de 1,2 milliard de dollars destiné à apporter une aide immédiate aux pays qui s'efforcent de surmonter les difficultés liées aux effets du renchérissement des prix alimentaires sur les pauvres, et des opérations d'un montant de 850 millions de dollars ont déjà été approuvées ou sont en préparation. Nous exhortons les pays à envisager de contribuer à ce fonds.

- Nous encourageons la Banque et ses partenaires à poursuivre la mise au point d'un nouveau programme visant à mettre l'énergie au service des pauvres, qui apportera un soutien rapide aux efforts déployés par les pays pour renforcer les filets de sécurité destinés à protéger les pauvres de l'impact des prix élevés des combustibles.
- La BIRD a la capacité financière de doubler aisément le montant annuel de ses prêts aux pays en développement pour répondre aux demandes supplémentaires émanant de ses clients. Les prêts de la BIRD ont totalisé 13,5 milliards de dollars durant l'exercice écoulé.
- Nous prions instamment l'IFC d'étudier des options pour contribuer à la recapitalisation des banques des pays en développement qui subissent les effets de la crise de liquidité mondiale, notamment la possibilité de créer un fonds.

En plus des interventions pour répondre à la crise immédiate, nous soutenons également des actions de plus longue haleine, notamment :

- la fourniture d'une aide accrue aux pays accusant un déficit énergétique pour les aider à mieux maîtriser l'énergie et à améliorer la production nationale en vue de réduire leur vulnérabilité à de futurs chocs liés au prix ;
- les réformes destinées à rendre la Banque mondiale mieux à même de répondre aux besoins exprimés par ses clients ;
- la mise en place d'un nouveau cadre stratégique qui permette à la Banque mondiale de contribuer davantage aux efforts déployés pour aider les pays à faire face aux causes et aux effets du changement climatique, et le récent lancement des nouveaux fonds d'investissement climatique.

## COMMUNIQUÉ DU COMITÉ DU DÉVELOPPEMENT

### Texte principal

1. Nous nous sommes réunis aujourd'hui, dimanche 12 octobre 2008, à Washington.
2. Nous sommes préoccupés par l'impact de la tempête qui sévit sur les marchés financiers mondiaux et des prix toujours élevés des combustibles et des denrées alimentaires. Nous nous félicitons de l'engagement pris par les pays membres de définir un ensemble de mesures concertées pour rétablir la stabilité financière et le fonctionnement harmonieux des marchés du crédit. Le Groupe de la Banque mondiale et le FMI doivent participer aux efforts déployés pour faire face à ces problèmes cruciaux, en particulier à leur impact sur les pays en développement, et tirer les leçons des crises actuelles. Il sera essentiel de continuer de privilégier la promotion d'une croissance durable, la réduction de la pauvreté et la réalisation des objectifs de développement pour le Millénaire (ODM). Nous nous félicitons du nouvel engagement pris par les dirigeants mondiaux de promouvoir les ODM lors de la récente réunion de haut niveau des Nations Unies (ONU), et nous rappelons à quel point il sera important de forger un partenariat mondial renforcé à l'occasion de la *Conférence sur le financement du développement*, qui aura lieu le mois prochain à Doha.
3. Les pays en développement et en transition pourraient subir les graves conséquences de tout resserrement prolongé du crédit ou de tout ralentissement persistant de l'économie mondiale. Les prix des combustibles et des aliments de base restent élevés, ce qui a pour effet de pousser les taux d'inflation à la hausse dans de nombreux pays et d'aggraver les inégalités de revenus. Ces évolutions compromettent les progrès en direction des ODM, en particulier les objectifs qui ont trait à la pauvreté et au développement humain. Le renchérissement des denrées alimentaires et de l'énergie provoque également des problèmes de balance des paiements, particulièrement graves dans les pays à faible revenu importateurs d'énergie qui, pour beaucoup, se trouvent en Afrique. Nous apprécions pleinement le fait que les gouvernements sont confrontés à des problèmes difficiles, notamment pour faire face aux effets redistributifs des chocs liés aux prix des produits de base et pour protéger les groupes les plus vulnérables en leur fournissant une assistance soigneusement ciblée, pour juguler l'inflation et pour gérer les chocs sans compromettre les finances publiques et la croissance.
4. Nous sommes conscients du rôle important joué par les pays en développement et en transition dans l'économie mondiale, et nous demandons aux membres de la communauté internationale, notamment le Groupe de la Banque mondiale et le FMI, de coordonner leur action pour aider les pays en développement et en transition à conforter leur économie et poursuivre leur croissance, et à protéger les groupes de population les plus vulnérables des effets à court et moyen terme des crises actuelles, en utilisant toute la gamme de leurs ressources financières, d'analyse et d'assistance technique, et en leur fournissant des conseils. Les pays les plus pauvres, dont les sources de recettes budgétaires sont limitées, seront particulièrement tributaires de flux prévisibles et rapides d'aide publique au développement (APD). À cet égard, nous insistons sur le fait qu'il est encore plus important, dans le contexte actuel, que les bailleurs de fonds honorent les engagements qu'ils ont pris au titre de l'APD. Nous nous réjouissons particulièrement de la forte hausse du montant global des engagements du Groupe de la Banque mondiale en faveur de pays membres durant l'exercice 08. Nous notons avec satisfaction la collaboration du Groupe de

la Banque mondiale avec l'ONU et d'autres partenaires, en particulier *l'Équipe spéciale de haut niveau de l'ONU sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire*. En réponse à l'appel lancé par le président Zoellick en faveur d'une *Nouvelle donne pour la politique alimentaire mondiale*, nous appuyons la fourniture d'un financement accéléré par le biais du *Mécanisme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale*, ainsi que les efforts menés en parallèle par le Groupe de la Banque pour fortement accroître son aide financière et analytique dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture. Nous constatons avec satisfaction les progrès accomplis dans la préparation de l'initiative pour *l'énergie au service des pauvres* et nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à finaliser cette proposition avec l'aide des donateurs. Cette initiative permettra de fournir une assistance rapide pour financer des filets de protection sociale et appuyer des projets visant à réduire la vulnérabilité à plus long terme des pays mal équipés pour faire face à des prix des combustibles élevés et volatils. Nous nous félicitons également de l'utilisation par le FMI de la *Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance* (FRPC) pour répondre aux besoins de ses États membres, et aussi de la récente réforme de la *Facilité de protection contre les chocs exogènes* qui facilite l'octroi d'une aide concessionnelle plus rapide en cas de chocs.

5. La nécessité de faire face à ces nouvelles difficultés d'envergure mondiale vient s'ajouter à la liste, déjà longue, des problèmes cruciaux auxquels est confrontée la communauté internationale. Il s'agit, notamment, de relever les défis concrétisés par les ODM et de fournir les financements nécessaires à la réalisation de ces objectifs de manière transparente et responsable. Les volumes d'APD doivent correspondre aux engagements pris et nous demandons aux États membres d'honorer pleinement ces derniers. Nous insistons également sur le fait que le développement est aussi financé par des ressources intérieures. Nous appelons à continuer : de préserver la viabilité des initiatives d'allègement de la dette et d'honorer pleinement les engagements pris à ce titre ; d'examiner les questions relatives aux biens publics mondiaux, y compris le changement climatique ; d'appuyer les systèmes de prestation de services de santé dans les pays en développement et de lutter contre des fléaux planétaires comme le VIH/SIDA ; de promouvoir l'égalité entre les sexes et l'habilitation des femmes ; et de préserver et promouvoir un système de marchés internationaux ouverts, notamment en menant à terme le *Cycle des négociations de Doha* et en accroissant l'aide à la facilitation des échanges. C'est dans les pays touchés par un conflit ou fragilisés, dans lesquels ces problèmes se posent avec une acuité particulière, que nous devons nous efforcer davantage de collaborer, de partager nos connaissances et de fournir des ressources adéquates en temps opportun. Nous prions instamment la Banque d'intensifier ses efforts de manière à intervenir avec souplesse et efficacité dans les États fragiles et sortant d'un conflit, et nous nous félicitons de la prochaine signature de *l'Accord que s'appêtent à conclure les Nations Unies et la Banque mondiale pour définir le cadre et les principes fiduciaires des interventions en situation de crise et d'urgence*. Cette liste rappelle à quel point il est important de renforcer la coopération internationale et le multilatéralisme pour s'attaquer efficacement à des problèmes communs.

6. Dans ce contexte, nous nous réjouissons de l'adoption d'un solide *plan d'action* dans le cadre du *Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide* tenu à Accra — par un large éventail de partenaires, dont certains ont établi des rapports de coopération Sud-Sud. Nous notons en particulier l'engagement renouvelé : de faire preuve de responsabilité mutuelle ; d'encourager l'adhésion des pays grâce au développement des capacités et au renforcement des institutions et à un recours accru à des systèmes nationaux renforcés ; d'optimiser l'emploi des ressources ; de

promouvoir la transparence et la prévisibilité de l'aide et des conditions y afférentes ; et de réduire la fragmentation de l'aide. Nous exhortons les partenaires de développement, notamment le Groupe de la Banque mondiale, à formuler des programmes pour mettre en œuvre le plan d'action d'Accra, et nous attendons avec intérêt de recevoir le plan d'action de la Banque avant notre prochaine réunion.

7. Nous prions la Banque d'examiner sans tarder les implications des nouveaux défis mondiaux pour sa stratégie et ses opérations, et de formuler des objectifs et des mesures détaillées. Nous demandons à la direction et aux administrateurs de collaborer pour renforcer les synergies au sein du Groupe et de faire de la Banque une organisation plus efficace, plus souple, décentralisée et à l'écoute de ses clients. Nous attendons avec intérêt d'examiner les progrès accomplis à cet égard. Nous encourageons la Banque à mener à terme son examen stratégique du capital de la BIRD.

8. Nous avons examiné et accueilli favorablement le cadre stratégique pour le Groupe de la Banque mondiale concernant le *développement et le changement climatique*. Ce cadre témoigne des vastes consultations tenues avec les pays membres et d'autres parties prenantes. Il fournit une base sur laquelle le Groupe de la Banque mondiale peut s'appuyer pour s'acquitter de sa mission fondamentale qui est de promouvoir la croissance économique et de réduire la pauvreté aux niveaux mondial, régional et national, dans le contexte des défis soulevés par le changement climatique. Tout en rappelant la primauté du processus de négociation de la CCNUCC, et compte tenu du *Plan d'action de Bali*, nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à appuyer des actions ayant trait au climat dans le cadre de processus de développement intégrés et pilotés par les pays, et de fournir aux pays membres l'appui dont ils ont besoin pour s'adapter au changement climatique et en atténuer les effets, et renforcer leurs capacités. Conscients de la très grande insuffisance des ressources financières pouvant être consacrées au changement climatique, nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à renforcer ses efforts de mobilisation de fonds, notamment en facilitant l'accès à des financements concessionnels additionnels, en veillant à la complémentarité de cet appui avec d'autres mécanismes de financement (tels que le *Fonds pour l'environnement mondial* et le *Fonds d'adaptation*), en appuyant la création de mécanismes de financement basés sur le marché, en faisant appel au secteur privé et en exploitant les possibilités d'innover. Nous encourageons le Groupe de la Banque mondiale à jouer un rôle actif en appuyant le développement et le déploiement de technologies propres et à l'épreuve du changement climatique, et en facilitant les transferts de technologies et de R-D pertinentes. Dans ce contexte, nous nous félicitons du récent lancement des *Fonds d'investissement climatique (FIC)*, et notamment du *Fonds pour les technologies propres* et du *Fonds climatique d'investissement stratégique*, qui est un premier pas dans la bonne direction et nous demandons instamment au Groupe de la Banque mondiale d'accroître l'attention portée à la mobilisation de ressources pour l'adaptation.

9. Le programme de réformes proposé par les Administrateurs de la Banque, qui vise à renforcer la voix et la participation de tous les pays en développement et en transition dans les structures de gouvernance et les activités du Groupe de la Banque mondiale, traite des nombreux aspects de la voix et de la participation à la lumière du Consensus de Monterrey. Il s'agit là d'un premier pas important dans le processus de réforme globale qui est en cours. Ce programme énonce des mesures concrètes à prendre à brève échéance et témoigne de la détermination à poursuivre l'action engagée. Un siège supplémentaire pour l'Afrique subsaharienne sera créé au

Conseil de la Banque. La part des voix globalement détenue à la BIRD et à l'IDA par les pays en développement et en transition sera accrue, l'accent étant mis plus particulièrement sur les petits membres. La poursuite de l'ajustement des parts de capital sera examinée par le Conseil dans le cadre d'un examen important de la répartition du capital de la Banque qui définira les principes et les critères devant régir cette répartition et formulera des propositions à cet effet. Cet examen tiendra compte de l'évolution du poids de chaque membre dans l'économie mondiale, ainsi que d'autres critères qui reflètent la spécificité de la mission de développement du Groupe de la Banque mondiale, dans l'optique d'une évolution progressive vers une répartition équitable des droits de vote entre pays membres développés et pays membres en développement. Le Conseil formulera des propositions avant les Réunions de printemps 2010, et au plus tard avant les Assemblées annuelles de la même année, en vue de parvenir à un consensus sur l'ajustement de la répartition du capital lors de la réunion suivante. Il est largement admis que la procédure de sélection du Président de la Banque doit se fonder sur le mérite et être transparente, que tous les membres du Conseil doivent avoir la possibilité de proposer des candidatures, et que le Conseil doit examiner toutes les candidatures de manière transparente. En outre, la direction de la Banque s'est engagée à poursuivre les efforts déployés pour accroître la diversité des effectifs et du personnel d'encadrement et décentraliser la prise de décision. Nous demandons aux Conseils et à la direction du Groupe de la Banque mondiale de faire rapidement le nécessaire pour mettre en œuvre la première étape convenue. Nous attendons avec intérêt des rapports périodiques sur les progrès accomplis et de futures propositions en vue d'une modification ultérieure de la répartition du capital de la Banque dans le cadre d'une réforme globale.

10. Nous accueillons avec satisfaction la poursuite des travaux menés par le Conseil pour examiner et renforcer la structure de gouvernance interne de la Banque mondiale.

11. La date de la prochaine réunion du Comité, qui se tiendra à Washington, est fixée au 26 avril 2009.